

sivement la prospection et l'exploitation minière en Namibie, ces activités revêtent une signification plus importante que la condamnation rhétorique de l'*apartheid* par le Canada. En fait, comparée à sa position politique «froide mais correcte», la politique commerciale du Canada est la seule qui importe à l'Afrique du Sud.

La nécessité d'appliquer les trois premières de ces quatre recommandations paraît évidente. Certains cependant, comme M. Sharp, ont avancé que les investissements canadiens en Afrique du Sud peuvent être un facteur de changement social progressiste. Ils soulignent qu'à la suite du taux d'investissement élevé, le nombre des emplois qualifiés ou semi-qualifiés occupés par des Africains est en augmentation dans une vaste gamme d'industries de transformation. C'est un facteur appréciable mais dont il est facile d'exagérer l'importance. Le principe de la domination blanche fait que les employeurs veillent toujours à ce que tous les employés blancs occupent des postes supérieurs à ceux qu'occupent les Africains. Ainsi, même si ce processus entraîne que les Africains occupent maintenant des emplois qui étaient précédemment réservés aux Blancs, cela ne sape en rien l'*apartheid*, la réservation d'emplois aux Blancs ni la domination blanche. Il s'agit d'un simple réajustement vers le haut de la ligne qui sépare les Noirs des Blancs. La ligne de séparation des races, par contre, ne s'estompe en rien. Loin de saper l'*apartheid*, cette évolution illustre simplement la capacité du régime à adapter le système de l'*apartheid* aux conditions du marché du travail. Rien de plus n'a été accompli.

On ne peut pas avancer non plus que les investissements étrangers se montreront de caractère plus libéral et plus réformiste que les investissements internes. Les investissements étrangers ont toujours été et demeurent extrêmement importants pour l'Afrique du Sud et ce sont eux qui lui ont évité un déficit grave de sa balance des paiements. Ils ont également permis à l'Afrique du Sud de bénéficier des progrès technologiques du capitalisme occidental que l'économie sud-africaine, en raison de son marché intérieur restreint, n'aurait pu espérer réaliser. Troisièmement, les investissements étrangers ont évité à l'Afrique du Sud l'isolement international. On peut compter sur un investisseur pour se porter à la défense du lieu où se trouve son argent. Ces investisseurs restent des défenseurs et des alliés très efficaces du régime sud-africain au sein des grands pays occidentaux.

L'Afrique du Sud offre aux investisseurs étrangers des marges bénéficiaires

plus élevées que partout ailleurs au monde. Elle semble pouvoir convaincre les investisseurs de la sécurité de leurs investissements. A leur tour, ils ne peuvent imaginer une redistribution fondamentale des pouvoirs en Afrique du Sud qui ne soit pas menaçante pour eux. De plus, l'investisseur étranger est étroitement intégré au système sud-africain, servant ses intérêts et ne s'y opposant en aucune façon. Les sociétés étrangères participent à la mise sur pied d'une industrie de l'armement hautement spécialisée et dirigent la prospection pétrolière, mettant ainsi l'Afrique du Sud à l'abri des sanctions internationales. Une société étrangère, *Mobil Oil*, a construit un entrepôt de pétrole près de la frontière du Zimbabwe de façon à faciliter les approvisionnements illégaux en pétrole de la Rhodésie. Les sociétés étrangères collaborent sur toute la ligne avec la politique d'*apartheid*. Elles vont bien au-delà du minimum qui leur est imposé. *Massey Fergusson* et *Alcan* ont contribué de façon cruciale à cette politique d'*apartheid* en implantant de grosses usines dans une zone frontière de façon à ce que les usines restent en zone blanche tandis que la main-d'œuvre et toutes les dépenses sociales correspondantes restent confinées dans les réserves africaines. *Ford* d'Afrique du Sud, filiale de *Ford Canada*, s'est conformée à la préférence du régime de ne voir employé dans une même usine qu'un type d'ouvriers de couleur, Asiatiques ou Africains, plutôt que d'avoir un mélange des deux races. Les sociétés étrangères commencent à planter des filiales en Afrique du Sud dans l'espoir d'exporter vers les pays indépendants d'Afrique, contribuant ainsi au succès de la stratégie économique du régime qui est de peser sur le potentiel de croissance de ces États.

Conclusion évidente

La conclusion semble irréfutable. On ne peut faire confiance aux investissements étrangers pour réformer ou libéraliser la vie publique ou économique d'Afrique du Sud, en tout cas pas de façon à contrebalancer le renforcement du régime que ces investissements entraînent.

C'est dans un sens bien étroit qu'on pourrait qualifier les critiques résumées ici d'irréalistes, naïves ou moralisantes. A notre sens, il est d'une importance vitale que certains pays riches et blancs restent à l'écart de la course au tiroir-caisse et aux superbénéfices que promet le régime raciste d'Afrique du Sud, de façon à fournir la démonstration active et effective que la tradition libérale occidentale n'est pas devenue un jeu de rhétorique vide de sens.